

# FEMMES

societe.union@sonapresse.com

## Brèves

• VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : UNE MISS ENGAGÉE EN AFRIQUE DU SUD



Photo: DR

En quelques mois, la lutte contre les violences faites aux femmes est devenue une priorité nationale en Afrique du Sud. Tout comme les inégalités raciales et sociales qui la déchirent encore un quart de siècle après la chute de l'apartheid. À l'heure du mouvement MeToo, Miss Afrique du Sud, Zozibini Tunzi, a décidé d'en faire son combat pour l'élection de Miss Univers le mois prochain. Elle a demandé aux hommes de son pays de lui écrire des messages d'amour destinés aux femmes, dont elle veut décorer sa robe.

• HARCÈLEMENT SEXUEL : L'ARME DES SIFFLETS

Une association tunisienne de défense des droits des femmes a mené, le week-end passé, une campagne de prévention inédite sur les risques de harcèlement sexuel. Ce fut lors d'un festival ayant drainé quelque 5 000 personnes dans le désert du Sahara. "C'est la première fois qu'on monte un stand sur un festival. Ce sont des événements où l'on peut se sentir plus facilement en danger", a expliqué Nawrez Ellafi de l'association Aswat Nissa ("Voix des Femmes"), lors de la troisième édition du festival des "Dunes électroniques". Dans un pays considéré comme pionnier sur les droits des femmes dans le monde arabe et musulman, la loi tunisienne punit les agressions et, depuis juillet 2017, le harcèlement sexuel dans les lieux publics. Mais le tabou reste assez fort et rares sont les femmes à porter plainte.

Rassemblés par D.O

# Violences faites aux femmes : de victimes en bourreaux!

**DANS** les luttes acharnées pour la cause de la gent féminine, la femme aujourd'hui a tendance à passer du statut de victime à celui de bourreau.

D.O  
Libreville/Gabon

À l'approche de la commémoration de la Journée internationale pour l'élimination des violences faites à l'égard des femmes, célébrée le 25 novembre de chaque année, il serait important, voire urgent, de jeter un regard sur les véritables responsables de ces violences faites à la gent féminine. Avec l'affaire Wally, qui a défrayé la chronique au Gabon ces temps derniers, l'on s'est rendu compte qu'en réalité, les hommes ne sont pas les seuls bourreaux des femmes. Les femmes également sont devenues des louves pour leurs congénères.



Photo: H.N.M/ L'Union

**Marche de protestation contre les violences à l'égard des filles mineures à Libreville.**

Justement, avec l'affaire susmentionnée, il a été clairement démontré que la jeune fille a été manipulée et livrée à son bourreau par des femmes, de surcroît ses parents, contre des sommes d'argent.

Ce énième cas de placement des jeunes filles par les femmes elles-mêmes, qui est une nouvelle

forme de proxénétisme gagnant du terrain chez nous vient, à n'en point douter, remettre en cause les combats acharnés que mènent les différentes Organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant dans ce domaine spécifique de lutte contre les violences faites aux femmes. À ce titre, la Journée interna-

tionale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes devrait être l'occasion pour ces femmes, responsables d'Ong, de jeter le pavé dans la mare, en dressant une autocritique, sans complaisance de la responsabilité de leurs semblables dans ces formes de violences.

## Violences sexistes : la voix du Gabon à Nairobi

Rudy HOMBENET ANVINGUI  
Libreville/Gabon

LE Gabon a pris part, du 12 au 14 novembre 2019 à Nairobi au Kenya, à la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), qui s'est tenue 25 ans après la première édition au Caire (Egypte). Conscients que 25 ans après, les avancées dans les différents domaines sont disparates à travers le monde, les organisateurs entendaient faire de cette rencontre celle des engagements fermes pour l'atteinte du Programme d'actions élaboré en 1994.

Comme tous les pays participant à ce sommet, le Gabon a présenté ses engagements aussi bien de la société civile, de la jeunesse que du gouvernement. Des engagements civils, qui sont en droite ligne de ceux du gouvernement gabonais

dont Prisca Koho Nlend, ministre de la Promotion et de l'Intégration de la femme au développement, chargée de la Lutte contre les violences faites aux femmes, était chargée de faire partager.

Parmi les quatre points majeurs de ces engagements du Gabon au sommet de Nairobi, il y a "la révision des politiques et lois en faveur des services de santé sexuelle et reproductive pour adolescents, mais également pour l'augmentation, d'ici 2030, du nombre de points de prestation des services offrant au moins trois méthodes de planification familiale".

En outre, le gouvernement compte "promouvoir la participation des jeunes, dans l'optique d'un développement durable, notamment en restructurant le Conseil national de la jeunesse, soutenir la créativité et le caractère innovant des jeunes par l'amplification des programmes



Photo: DR

**La délégation gabonaise ayant pris part aux assises de la capitale kényane.**

d'incubation". Le porte-voix du Gabon s'est également appesanti sur la violence sexiste et aux pratiques néfastes, en "poursuivant la révision des textes de lois, en vue d'éliminer les discriminations contenues dans les textes

législatifs tels que le Code civil, le Code pénal et le Code du travail ; organiser, de façon permanente, des campagnes de sensibilisation pour un retour aux valeurs fondamentales de la famille et au respect de l'intégrité de l'autre".